



Déclaration des élus CGT au CE siège du 22 janvier 2015

« Personne ne peut se satisfaire de ce que nous avons mis à l'antenne dans le 12/13 du mercredi 7 janvier » écrivait le directeur de l'information au lendemain de l'attentat contre Charlie Hebdo... « il s'agira d'établir les dysfonctionnements et les responsabilités ... »

Une semaine après, nouveau communiqué « certains colportent des ragots mensongers [...] le 12/13 a effectivement manqué d'images... tout simplement parce que les moyens de diffusion n'ont pas eu le temps de se déployer.. ». RAS, on va continuer à « débriefier » !

Une semaine encore s'écoule + une assemblée générale et un préavis de grève avant que le directeur de l'information prenne la véritable mesure de l'exaspération de la rédaction. Hier mercredi 21 janvier, revirement spectaculaire, Pascal Golomer est venu annoncer en conférence de rédaction le remplacement du rédacteur en chef du 12/13... appelé à d'autres fonctions.

Un limogeage qui désigne un seul coupable alors que la responsabilité du crash éditorial du 7 janvier est bien plus large, dans une rédaction où tout est contrôlé par la hiérarchie de la hiérarchie.... Etonnant non ?

Démissionner pour assumer une erreur fondamentale, voilà qui aurait été logique. Mais pour ce faire, il faut de l'honneur et non du mépris et de la morgue. Pour moins que ça, d'autres se sont vu « virés » sans autre forme de procès au motif d'insuffisance professionnelle.

Ce faisant, cette direction a dévoilé ses véritables intentions et objectifs pour l'avenir. Info 2015 ne consacre pas la fusion des rédactions, mais purement et simplement la mort de la rédaction nationale de la Trois.

La couverture des événements qui ont suivi le 7 janvier ne fait que corroborer ce dessein. Alors que France 2 mettait la main sur tous les moyens pour réaliser ses éditions spéciales, France 3, en régions comme à la rédaction nationale, s'est vue interdire les prises d'antennes pour rendre compte de la mobilisation extraordinaire qui avait lieu dans la France entière. Sur le terrain, des équipes de reportage de France 3 n'ont pas pu envoyer leurs images, France 2 ayant priorité sur les moyens de diffusion.

Il y a des précédents d'ailleurs. L'été dernier quand les équipes de la rédaction nationale de France 3 sont restées scotchées à leur fauteuil, alors qu'il se passait des événements d'une extrême gravité en Ukraine, en Syrie, à Gaza et Israël ou en Afrique avec l'épidémie d'Ebola. Seule France 2 a été autorisée à couvrir cette actualité internationale.

Les salariés de cette rédaction, administratifs, techniciens, journalistes sont dans la stupeur et l'incompréhension. Ils ont honte de ce que les téléspectateurs ont vu à l'antenne.

Dans le même temps, les mêmes responsables hiérarchiques s'ingénient à leur mettre une pression insupportable pour la mise en œuvre de nouvelles organisations du travail.

Après les pressions, viennent les menaces où on a entendu un certain « responsable » annoncer la mort d'un service, si les collaborateurs ne pliaient pas l'échine. Multiplication des arrêts de travail, risques de dérapages, voire pire, de gestes inconsidérés mettant en péril leur intégrité physique. Rien n'y fait !

Le cynisme, le mépris, la provocation sont-ils les outils de gestion de cette direction ? Une direction de l'information qui s'est discréditée.

Les élus CGT, à l'écoute des salariés et des téléspectateurs, demandent l'abandon du projet info 2015 qui porte atteinte à la pluralité de l'information. Ils exigent le retour à une gestion humaine des personnels, respectueuse des individus.

Paris, le 22 janvier 2015